L'Anarcho-syndicaliste n°86
mai 1969
Union des Anarcho-Syndicalistes

AU DIXIÈME CONGRÈS CONFÉDÉRAL, LA CGT-FORCE OUVRIÈRE RECONDUIT SA DIRECTION RÉFORMISTE...

La surprise de ce 10ème congrès fut la dénonciation d'emblée des *PROJETS de REFORMES INSTITUTIONNELLES* par André BERGERON, secrétaire confédéral, dans son rapport moral introductif. A partir de ce moment-là le congrès était joué; et la "minorité" animée par le groupe LAMBERT n'eut de cesse de réduire ses interventions à la tribune pour ne pas mettre mal à l'aise le Bureau confédéral et rechercher l'*unanimité nécessaire* contre les *PROJETS de REFORMES INSTITUTIONNELLES.*

On peut constater par la suite la complète identité de vue entre les réformistes du Bureau Confédéral et les trotskystes du groupe LAMBERT (seule tendance organisée à la C.G.T.-F.O.) sur le NON au référendum. Mais, pour pratiquer le sauvetage du *mouvement syndical malade de l'intégration*, les trotskystes allèrent plus loin; pour rechercher l'unanimité nécessaire à leurs yeux pour le NON, ils accepteront un compromis avec leur direction confédérale en refusant de se battre sur ce que la "commission de résolution" sur les *REFORMES* avait appelé *"le deuxième non"*, c'est-à-dire le *NON A LA PARTICIPATION* aux institutions corporatistes: Sénat et Assemblées Régionales, *QUEL QUE SOIT LE RESULTAT DU REFERENDUM*.

Cette commission fut à elle seule un véritable petit congrès: Camille MOURGUES du Bureau confédéral devait ouvrir la séance. L'élection du rapporteur partagea les voix entre BONNAURE (Trésor-Paris) et HEBERT (Loire Atlantique).

Camille MOURGUES proposa de retenir les deux candidats rapporteurs sur deux orientations - HEBERT se rapportant aux déclarations de BERGERON demande de s'efforcer de trouver une *"position unanime"*. Cette proposition est retenue par les deux tendances.

JOYEUX (Employés), GENDRE (Banques), LABI (Chimie), DERCOURT (Employés), DUFOUR (EDF), et SALAMERO (Métaux), insistèrent pour que le Congrès se prononce *CONTRE LA PARTICIPATION* aux instances réformées quel que soit le résultat du référendum. DUFOUR devait stigmatiser la vocation de sénateur chez certains syndicalistes: *"si les places sont limitées on a tendance à dire NON!"*

JOYEUX rappelait qu'il y a 100 ans Eugène VARLIN demandait de ne pas participer au plébiscite: *"Nous ne somms pas à la disposition du Prince!"*

SALAMERO appelait à voter NON au référendum mais aussi et surtout NON "à la participation" quel que soit le résultat: *"Sans s'engager dans un quelconque cartel de "NON" de type politique"*. Il dit ses inquiétudes sur la position: NON, et après on verra...

LAMBERT (Employés) RENARD (RP), HEBERT (Loire-Atlantique), FAVIER (...) ROCTON (Métaux) unanimes pour rappeler à voter NON au référendum expliquèrent qu'un compromis avec le Bureau Confédéral n'est pas forcément une compromission.

FAVIER: *"Nous nous retrouvons aujourd'hui parce que les faits nous ont éclairés".*

LAMBERT: *"Ce qui nous a guidé c'est la volonté de préserver les organisations de la classe ouvrière, pour une centrale indépendante des Etats, des Partis (?) et des confessions ... L'organisation de classe du prolétariat nous invite à l'unanimité".*

R0CT0N demande de préserver l'organisation syndicale de la classe ouvrière. Il appelle, lui aussi, à *l'unanimité*.

Devant le congrès, les mêmes positions s'affrontèrent:

POTTIER rappelait que le *Comité de rédaction* était composé de 4 camarades de chaque tendance: *"Il faut savoir négliger l'accessoire pour réussir le principal : “la synthèse” nécessaire...".*

JOYEUX rappelle son refus de la participation: *"les CONFEDERATIONS auraient dû recommander l'abstention..."* Il pense que le texte de la résolution n'est pas suffisamment clair. Il demande la suppression du dernier paragraphe (mandate le CCN...).

FELCE (Transports) dénonce: *"une étrange conjonction qui a mis le Bureau Confédéral au service du gauchisme. Il ne comprend pas ce NON curieusement exprimé: F.O. fait confiance aux travailleurs pour qu'ils répondent NON. Les travailleurs, dit-il vont répondre OUI”* (bruits divers dans le congrès: démission, démission!).

MARTIN (Bâtiment RP) ne souhaite pas une position politique sur le référendum. Il demande de la remplacer par *"un texte développant les “idées gestionnaires” dans la classe ouvrière".*

SALAMERO (dernier inscrit) développe la position de son Syndicat (Métaux de bordeaux): NON AU REFERENDUM, NON A LA PARTICIPATION. Il considère le texte de la commission comme un compromis unitaire au sein de la confédération. Il demande de continuer le combat à tous les niveaux de l'organisation par un refus catégorique de siéger. Il rappelle que le C.C.N. est l'émanation des U.D. et des Fédérations, et que les organisations de base, les syndicats, ne l'oublieront pas. *"Nous ne voulons à aucun prix que quelques-uns d'entre-nous deviennent des Sénateurs au service de l’Etat capitaliste... Nous restons convaincus que la classe ouvrière serait en mesure de reconstruire ses syndicats au cas ou les Confédérations se laisseraient intégrer à l'Etat”.* (Il est intéressant de noter que SALAMERO fut le seul a développer cette idée, la tendance LAMBERT fut trop préoccupée pour appeler à voter NON).

BERGERON rassura les congressistes hésitants: *"il ne s'agit pas d'une prise de position poltique, il ne s'agit pas d'élections politiques, il s'agit de demander au “mouvement syndical” d'assurer des responsabilités d'un type “nouveau”. Nous avons le devoir de formuler une opinion. Il s'agit d'empêcher ce qui risquerait de "politiser" le mouvement syndical. Notre devoir est de faire entendre “la voix du syndicalisme libre” ...*

La motion est adoptée à une majorité voisine de l'unanimité très proche de 90% des mandats.

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES RÉFORMES INSTITUTIONNELLES: (SÉNAT- ASSEMBLÉES RÉGIONALES)

A l'approche du référendum d'avril, le Congrès de la Confédération FORCE OUVRIERE constate que la réforme envisagée du Sénat aurait pour conséquence de faire disparaître l'actuel Conseil Economique et Social, lieu de confrontation des forces socio-économiques auxquelles est attaché le syndicalisme qui en fut d'ailleurs à l'origine.

S'il appartient naturellement au citoyen d'exprimer des opinions concernant les structures du pouvoir, il est du devoir du mouvement syndical de défendre les moyens de son efficacité et de définir l'ampleur et la limite de ses engagements.

Le Congrès Confédéral déclare qu'un Conseil Economique et Social, préservé des pénétrations de caractère politique, est un des moyens qui permet au syndicalisme d'assumer ses propres responsabilités dans le domaine économique et social.

Pour ce qui est de l'engagement du syndicalisme dans les responsabilités nationales, le Congrès estime qu'il doit s'arrêter aux frontières du pouvoir législatif et réaffirme qu'on aucun cas, les organisations FORCE OUVRIERE ne sauraient participer à des organismes de type corporatiste.

Quoique conservant un caractère consultatif, mais élargi, le futur sénat économique, en faisant siéger

dans une assemblée unique la représentation politique et les forces socio-économiques, conduit à la confusion de leurs prérogatives respectives et à la politisation du syndicalisme.

L'autre volet du référenaum consite à insérer entre l'administration d'Etat d'une part, les départements et communes d'autre part, les institutions nouvelles que seraient les conseils régionaux.

Les assemblées régionales composées à l'image du nouveau Sénat comportent les mêmes éléments de confusion, tempérés peut-être par des pouvoirs plus restreints mais assurément aggravés par la présence des députés des circonscriptions incluses dans chaque région.

De plus, contrairement aux apparences, la réforme régionale, dans la forme où elle est proposée, ne comportera pas une effective décentralisation du pouvoir central dont l'omniprésence sera assurée par l'autorité des Préfets de région.

Le congrès se doit donc de mettre en garde les travailleurs contre les conséquences qui inévitablement résulteraient d'une adoption des projets de réforme soumis à référendum.

Il leur fait confiance pour qu'ils opposent à celui-ci un NON salutaire parfaitement légitimé par les principes fondamentaux du Syndicalisme Libre.

En tout état de cause le Congrès mandate le Bureau Confédéral, la Commission Exécutive et le C.C.N. pour suivre les développements de ce problème essentiel et prendre en temps opportun toutes les décisions pouvant s'imposer.

les 13, 19, 20, 21 mars 1969.

UN TRACT DU. P.C.

Nous reproduisons ci-après un tract du P.C.F. de Bordeaux. Comme on dit, ces paroles se suffisent à elles-mêmes.

Notre commentaire sera donc bref. *"Ce sont les mêmes qui en mai 1968 pensaient dévoyer la puissante lutte des travailleurs..."*; il ne faut pas manquer de culot pour oser dire cela, à croire que les memebres du P.C. pensent que les travailleurs n'ont guère de mémoire (ce qui n'est peut-être pas si faux!).

Mais ce qui est plus grave, c'est la dénonciation nominale des camarades, c'est la calomnie pure et simple de ceux *"qui se font protéger par un fourgon de police".*

Ils feraient mieux de se taire, ceux, qui ont sauvé le régime en mai 68!

QUI SONT-ILS? QUELS SONTLEURS OBJECTIFS?

Les faits: hier à l'embauche deux personnes étrangères au monde ouvrier distribuaient deux tracts dont l'un attaquait ouvertement la CGT, l'organisation de classe des travailleurs qui agit sans compromission avec le patronat. Un militant responsable de la CGT a confisqué ces tracts, fermement et sans violence.

POURQUOI?
Parce que l'objectif poursuivi par ces "pseudo révolutionnaires" est de diviser la classe ouvrière et par conséquent de faire le jeu du pouvoir gaulliste et du grand patronat.
Ce sont les mêmes qui au mois de mai 1968 pensaient dévoyer la puissante lutte des travailleurs, les entraîner dans un affrontement sanglant avec les forces de police et l'armée. Le désordre, l'anarchie a bien servi le pouvoir des monopoles. Il a permis aux hommes de l'UDR d'obtenir un nouveau sursis aux élections législatives de juin.
Ainsi, ils s'avèrent les auxiliaires précieux de ce régime, principal bénéficiaire de leurs outrances verbales.

BATTRE CEUX QUI VEULENT DESUNIR
Alors que le régime gaulliste tente de s'orienter de plus en plus dans la voie d'une dictature, les communistes avec les travailleurs et les démocrates ne permettront pas à ces quelques énergumènes de porter des coups à l'union nécessaire des forces de progrès.

C'est parce que le PARTI COMUNISTE FRANÇAIS oeuvre de toutes ses forces pour lever les obstacles qui se dressent sur le chemin de l'union entre tous les partis de gauche et organisations démocratiques; c'est parce qu'il ouvre au peuple de France des perspectives claires permettant d'éliminer le pouvoir des monopoles et d'instaurer une démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme, qu'il est sous le feu permanent des forces anti-communistes qui se rejoignent quant au fond, qu' elles soient d'extrême droite au d'extrême gauche.

Il est bien compréhensible que la CGT qui s'est prononcée pour la réalisation d'une telle entente, qui a toujours su prendre ses responsabilités et n'a jamais trompé les travailleurs, soit, elle aussi, la cible de ces groupuscules provocateurs.

La démocratie réelle exige que soient combattus tous ceux qui se font les agents de la pire réaction. La démocratie ne se batira pas autour de quelques agités mais sur l'adhésion la plus complète de la classe ouvrière et du peuple à une politique qu'ils contribueront eux mêmes à mettre en oeuvre. C'est là le but des propositions des communistes français.

SANS LES COMMUNISTES, AUCUN PROGRES POSSIBLE!

Il est regrettable que ces détracteurs soient soutenus par des éléments du mouvement ouvrier. Pour 1« récidiviste DELCAMPO, il n'y a là rien d'étonnant puisque le 13 mars, il cherchait à la tête d'un de ces groupes à semer le désordre dans la puissante manifestation des travailleurs manuels et intellectuels.

Que SALAMERO, CARICABURU, DARMAILLAC se joignent à ce concert, démontre bien que leur point commun reste l'anti-communisme virulant.

Il faut qu'ils sachent qu'aucune politique de progrès pour la classe ouvrière et le peuple ne peut se réaliser sans la participation de la principale force de gauche qui reste le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

En apparaissant ce matin sous leur vrai visage, en se faisant protéger par un fourgon de police, ils ont montré les liens qui unissent ceux qui ont toujours pratiqué la collaboration de classe, ceux qui veulent donner l'illusion d'être des "révolutionnaires" et le pouvoir qu'ils servent.

En disant massivement NON AU PLEBISCITE DE DE GAULLE, les travailleurs rejetteront toutes les petites manoeuvres de replâtrage réactionnaire. Ils manifesteront leur volonté de voir se réaliser l'union de toutes les forces de gauche pour en finir avec le pouvoir du grand capital et lui substituer une démocratie avancée, prélude au socialisme.

C'est ainsi qu'ils soutiendront les vrais révolutionnaires.

NON ... À QUOI?

En s'associant à d'autres syndicalistes pour demander aux centrales syndicales, et notamment à F.O., de prendre position pour le non au référendum du 27 avril, certains anarcho-syndicalistes avaient pensé:

- que le *Oui* l'emporterait,
- qu'ensuite les confédérations ne voudraient pas refuser la "participation" à la mode de Gaulle, carotte qu'on leur présenterait sous prétexte de défendre, malgré tout, les intérêts des travailleurs,
- que dans ces conditions les militants pourraient dénoncer les bureaucraties syndicales qui accepteraient d'aller siéger dans les Sénats économiques ou assemblées régionales.

On peut discuter du bien fondé de cette stratégie; Bergeron et ses camarades réformistes, tant de F.O. que de la F.E.N. auraient-ils résisté à l'attrait de la participation?

Question maintenant dépassée, puisque les projets gaullistes sont provisoirement enterrés.

Nous disons bien provisoirement: car de toute façon il faut que les dirigeants de demain trouvent un moyen pour contenir la poussée des travailleurs.

Ce qui pourrait fort bien faire ressortir un projet analogue à celui qui vient d'être rejeté. Le régime capitaliste ne peut plus se passer de cette “courroie de transmission syndicale”. La raison de la "prospérité" du capitalisme allemand tient sans doute dans le fait que les syndicats de ce pays sont très coopératifs et fort peu revendicatifs, encore moins contestataires, autrement dit qu'ils font un travail fort utile pour les maîtres de l'économie de la République Fédérale en maintenant "l'ordre" chez les travailleurs.

La Grande Bretagne de Wilson éprouve aussi quelques difficultés avec ses syndicats et les travaillistes veulent par les mesures anti-grèves tenter de mater les ouvriers anglais "par la loi".

En France (paradoxalement, c'est sans doute un fruit de la division syndicale), les organisations des travailleurs ne sont pas totalement intégrées.

Mais est-ce le désir qui leur en manque?
Et d'autre part, dans les faits, ne jouent-elles pas le jeu exactement comme si elles l'étaient?

Le résultat du référendum à peine connu, un journaliste d'Europe n°1 demandait à un responsable de la CFDT quelle serait l'attitude de cette organisation si des troubles venaient à se produire à la suite du retrait de De Gaulle. La réponse du leader en question fut nette (nous rapportons de mémoire): *"les organisations des travailleurs sauront faire leur devoir en maintenant l'ordre".*

Nous avons jadis publié un document où certains militants de la centrale cédétiste manifestaient sans ambiguïté leur désir de s'associer aux partis "de gauche" pour réaliser un programme commun, et moyennant quelques avantages matériels jouer vis-à-vis des travailleurs le rôle de "flic".

Certains, décidément, se sentent une âme de flic...

Mais la CGT est-elle en reste? Que non! Voici la déclaration publiée au lendemain du vote:
"Il appartient à présent aux partis de la gauche et aux organisations syndicales représentatives de répondre à la volonté des travailleurs, de tous les démocrates, en unissant leurs efforts pour réaliser l'entente qui s'impose en vue de présenter l'alternative démocratique aux gaullistes. Comme elle l'a déclaré à maintes reprises, la C.G.T. est prête à toutes rencontres, toutes conversations de nature à favoriser cette union indispensable. Elle entreprend à cet effet les démarches appropriées".

Et pour bien mettre les points sur les i, voici la déclaration du bureau politique du P.C.F.:
"C'est un événement très important, un grand pas vers l'élimination du pouvoir autoritaire et son remplacement par une démocratie politique économique avancée ouvrant la voie au socialisme.
Pour que la volonté populaire d'un changement complet d'orientation politique s'accomplisse, il faut que se réalise l'union des forces ouvrières et démocratiques, base nécessaire au rassemblement de toutes les énergises nationales. Pour cela, le parti communiste français poursuivra ses efforts pour aboutir à la conclusion d'un programme commun fondant l'entente des partis de gauche et des grandes organisations syndicales en vue d'atblir un régime entièrement nouveau correspondant aux intérêts de la classe ouvrière et de toutes les couches laborieuses, correspondant à l'intérêt national".

Les défenseurs de la démocratie rénovée crieront au scandale si nous assimilons cette proposition à la proposition gaulliste. Mais, s'il y a une différence, est-elle fondamentale?

Associer les syndicats a un programme qui sous couvert de socialisme vise à mettre en place un capitalisme d'Etat, tel est le but du P.C. (et aussi de la C.G.T., sa succursale, hélas!).

De Gaulle voulait les associer à l'Etat pour la grandeur et la prospérité des entreprises capitalistes.

Symétriquement, les autres recherchent cette adhésion des travailleurs à leur politique pour la grandeur de la bureaucratie nationale, "démocratique authentiquement", et en marche vers le socialisme (à la tchécoslovaque ?).

Mais quelles forces peuvent s'y opposer?

Une remarque en premier lieu. Certains se gargarisent de la victoire du non, victoire dès forces de gauche. Certes De Gaulle est sorti. Cependant son équipe reste au gouvernement et rien ne dit que demain par Pompidou (ou un quelconque "modéré") la relève ne sera pas assurée. Car il faut bien convenir que les forces "petites-bourgeoises", des boutiquers et autres, ainsi que les forces des bourgeois, type Giscard d'Estaing, ont sans doute pesé d'un poids considérable dans la balance des non. Et tout ce beau monde a bien des chances de se regrouper demain derrière l'un ou l'autre des chefs du centre ou de la droite, notions bien difficiles à définir.

Pour Bergeron, les travailleurs attendent de leurs militants non qu'ils deviennent des sénateurs, mais qu'ils défendent leur intérêts. Programme réformiste, sans perspective dont les chances de rassembler les travailleurs sont bien minces.

Quant au bureau de la FEN, s'il se félicite du rejet des structures corporatistes tendant à "faire disparaître le syndicalisme authentique", il n'ouvre pas non plus de voie claire et mobilisatrice pour l'action de la classe ouvrière.

C'est dans ce contexte que nous apprenons la nouvelle de l'annulation du défilé du 1er mai par les responsables de la CGT.

La signification en est fort précise: les dirigeants de la centrale pro-communiste ne veulent pas d'une manifestation où les "gauchistes" mêlés à leurs troupes auraient pu donner un autre ton à la lutte des travailleurs.

C'EST SUR LE PLAN ELECTORAL qu'ils veulent amener les "citoyens" à se mobiliser.

Tout va être mis en oeuvre pour les grandes manoeuvres des "présidentielles".

Et les revendications des travailleurs seront mises en veilleuse étouffées, conduites le cas échéant sur des voies de garage.

Certes les rebondissements sont imprévisibles, et nous n'avons aucune prétention à lire dans l'avenir, même celui des semaines qui vont suivre. Mais tout porte à croire que le maximum sera fait pour "tenir" la classe ouvrière, et ce sont ses propres organisations qui vont la "tenir": l'intégration est-ce autre chose?

SYNDICALISME ET SYNDICALISME...

- Le comité de base n'est pas une nouvelle organisation syndicale.

- Il souhaite un syndicalisme PUR, non dirigé par des forces politiques.

- Il favorise les liaisons inter-entreprises sans passer par des bureaucraties qui amalgament les pouvoirs.
- Les comités se créent par les travailleurs conscients de leurs droits et de la forme de lutte à entreprendre pour aboutir à ces droits.

- Les comités de base se créent par les travailleurs pour qu'ils se protègent du danger que les organisations font peser sur eux. Ces organisations prétendent défendre les ouvriers mais une fois au pouvoir, elles oublient les intérêts de la base pour défendre leurs intérêts de nouvelle classe dirigeante.

La grève de mai a été stopée par les organisations syndicales qui ne voulaient pas mettre la classe possédante en péril, celle-ci aurait "massacré" les travailleurs avec l'aide de l'armée.

Après des élections salutaires et dix mois de récupération de l'argent perdu, la classe dirigeante est tranquille, aucune organisation ne désire un nouveau mois de mai... c'est trop dangereux...?

Alors on remet ça: 24 heures par ci, une semaine revendicative par là, l'intégration, l'élargissement, le reclassement, les fusions, les titularisations, la création d'emplois... et le référendum.

Ensuite, si la masse n'est pas contente et si le Général est toujours debout, on organisera un petit massacre pour que les travailleurs comprennent bien ce que c'est, une fois pour toutes.

Travailleurs, soyez vigilants. Votre seule force est entre vos mains. Construisez vous-même votre salut. Oeuvrez pour l'autogestion de vos entreprises et pour le Pouvoir Ouvrier, seul garant de la chute réelle du capitalisme.

Le Comité de base d'Orly

Centre de tri.

LE SALAIRE...

Nous avons sans cesse dénoncé l'économie capitaliste. Le total asservissement par le capital, présentement détenteur des moyens de production, dont l'égoïsme est d'essence naturelle puisque le profit lui est indispensable. Ce capital exécré également détenteur des moyens financiers, sans lesquels on ne peut rien entreprendre, ni dans le secteur privé ni dans le secteur public, habilement conditionnés par les puissances d'argent. Cependant l'heure approche où le capital passera comme tout passe ici-bas, lorsque tout le monde des petites gens aura compris. Pour modifier la société présente, il faut commencer par modifier l'homme. Cela vient lentement mais sûrement. Il y a peu de temps nous en étions à la formule: *"Â chacun selon son travail"* - aujourd'hui nous admettons: *"A chacun selon ses besoins"* - ce qui implique un droit que d'aucuns disent nouveau, mais n'est autre que le *"Droit à la vie"*. Or ce suprême droit à la vie ne peut cependant pas aller jusqu'au droit de tuer autrui. C'est qu'il y a de nombreuses façons de faire mourir, et jusqu'à faire mourir de faim celui qui est vaincu dans la lutte pour la vie.

Nous disons que le salaire, en économie capitaliste est à l'image du capital, puisqu'animé des mêmes mauvais principes. C'est encore et toujours un indispensable profit, de quelque nom qu'on l'appelle. Et, il sert de base au capital!.....

Notre soumission au gain, au salaire, au profit est d'autant plus stupide que le progrès technique actuel est générateur d'abondance, par le travail automatique et supprime ainsi les salaires, donc le profit des travailleurs. Le capital ne fait que maintenir les travailleurs en état de survie.

Ainsi, pour obtenir des salaires, les métallurgistes fabriquent des engins destinés à tuer leurs frères et détruire leurs foyers. Il forgent les armements de leur supplice, sans oublier les armes atomiques. Les matelots polluent les océans avec du mazout, font mourir les poissons, les oiseaux, les plantes marines. Toujours pour obtenir des salaires nous nous enrôlons dans les troupes de combat, dans la police pour réprimer les revendications les plus légitimes. Nous nous livrons à des activités nuisibles. Nous faisons la guerre à l'abondance. Nous détruisons des fruits, des légumes, toutes sortes de réserves d'aliments et de matériels. Toujours pour obtenir des salaires nous inondons le pays d'alcool, nous restreignons les minces revenus des pauvres, des vieillards, des infirmes. Nous nous déchirons entre frères de classe et de misère, entre compatriotes, entre humains. Tout cela pour gagner de l'argent... pour un salaire. Il existe aussi les tueurs à gages: ils sont payés pour cela. C'est ainsi que la lutte pour la vie devient une lutte pour la guerre, pour la mort, pour un salaire.

Cependant nous pourrions vivre dans une économie différente. Dans une économie sans profit, sans salaire, dans la sécurité, dans la paix, grâce aux progrès techniques qui ont chassé la rareté et répandu l'abondance. L'abondance tue le profit. Donc l'économie des besoins, dite économie distributive remplacera inéluctablement l'économie du profit...

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.